



## Brussels Studies

La revue scientifique électronique pour les recherches sur Bruxelles / Het elektronisch wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The e-journal for academic research on Brussels

**Collection générale | 2018**

---

# Les classes populaires aussi quittent Bruxelles. Une analyse de la périurbanisation des populations à bas revenus

*Ook de volksklassen verhuizen uit Brussel. Een analyse van de randverstedelijking van de bevolkingsgroepen met een laag inkomen*

*The working classes are also leaving Brussels. An analysis of the suburbanisation of low-income populations*

**Sarah De Laet**



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1630>

DOI : 10.4000/brussels.1630

ISSN : 2031-0293

### Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

### Référence électronique

Sarah De Laet, « Les classes populaires aussi quittent Bruxelles. Une analyse de la périurbanisation des populations à bas revenus », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 121, mis en ligne le 12 mars 2018, consulté le 13 mars 2018. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1630> ; DOI : 10.4000/brussels.1630

---

Ce document a été généré automatiquement le 13 mars 2018.



Licence CC BY

---

# Les classes populaires aussi quittent Bruxelles. Une analyse de la périurbanisation des populations à bas revenus

*Ook de volksklassen verhuizen uit Brussel. Een analyse van de randverstedelijking van de bevolkingsgroepen met een laag inkomen*  
*The working classes are also leaving Brussels. An analysis of the suburbanisation of low-income populations*

**Sarah De Laet**

---

## Introduction

- 1 Les classes populaires urbaines sont aujourd’hui confrontées à une double pression, à la fois sociale et spatiale. D’une part, sur le plan social, la déstructuration du modèle salarial, la pénurie structurelle d’emplois et la précarisation des statuts dans les économies métropolitaines creusent les inégalités et aggravent l’insécurité sociale et économique, en particulier pour les populations reléguées au bas de la hiérarchie sociale [Castel, 2003 ; Siblot *et al.*, 2015]. D’autre part, sur le plan urbain, le renforcement de la concentration de la richesse et des activités à forte valeur ajoutée et des fonctions de commandement dans certaines métropoles va de pair avec une croissance des rentes de localisation des espaces urbains centraux. Ceci se traduit notamment par une hausse structurelle des coûts du logement en ville, d’autant plus appuyée là où les processus de métropolisation sont les plus vifs et les plus politiquement soutenus [Harvey, 2011 ; Madden et Marcuse, 2016].
- 2 Pourtant, les classes populaires n’ont pas disparu des villes, ni même des aires métropolitaines. Leurs profils évoluent et se diversifient tandis que leurs conditions de subsistance, d’habitat et de travail se compliquent. Numériquement, elles restent très importantes, même en ville. Même dans des agglomérations comme Paris ou Londres, où

la sélection sociale est extrêmement forte, les classes populaires comptent toujours pour une part significative de la population des quartiers centraux ou péri-centraux [Davidson et Wyly, 2012 ; Clerval, 2013]. À Bruxelles, suite à un questionnaire émis par le Gouvernement régional, le rapport de Verdonck *et al.* [2012], indique que 42 % des ménages de la Région se situaient en deçà de la classe moyenne<sup>1</sup>, 34 % faisaient partie de la classe moyenne et 24 % appartenait aux catégories supérieures [Verdonck *et al.*, 2012].

- 3 Les classes populaires urbaines font face à cette double pression, sociale et urbaine, de diverses manières et sur plusieurs plans, dont, notamment, le plan résidentiel. C'est là l'objet central de cet article : analyser le déploiement géographique des stratégies résidentielles des ménages populaires, dans ce contexte de pression. L'une de ces stratégies consiste à chercher à rester en centre-ville pour « résister à l'exil » [Dietrich-Ragon, 2014], quitte à subir des conditions de logement dégradées ou précaires [Giroud, 2011 ; Fijalkow et Lévy-Vroelant, 2016]. Une autre stratégie consiste à quitter les quartiers denses des parties centrales de l'agglomération et s'installer dans une commune périurbaine ou une petite ville en périphérie de l'agglomération. Se dessinent alors des trajectoires de périurbanisation des classes populaires, encore mal connues et peu analysées.
- 4 À Bruxelles, l'analyse de la périurbanisation est depuis longtemps dominée par la représentation exclusive d'un « exode urbain des classes moyennes » [Grimmeau *et al.*, 2013], cible prioritaire des politiques de « retour en ville » déployées par les autorités régionales bruxelloises<sup>2</sup>. Ceci n'est pourtant pas le seul visage de la périurbanisation, car des ménages des classes populaires, aussi, quittent la ville centrale. De plus, ces mouvements résidentiels populaires sont un enjeu pour Bruxelles, aussi bien du point de vue du devenir des quartiers populaires centraux, que du point de vue de la *perte* d'une catégorie de salariés, certes populaires, mais stables.
- 5 À la suite de travaux qui ont attiré l'attention sur ces processus de « périurbanisation modeste » [De Maesschalk *et al.*, 2015 ; Marissal *et al.*, 2013 – notamment], cet article s'intéresse spécifiquement aux trajectoires résidentielles des personnes ayant de faibles revenus qui quittent des quartiers populaires centraux de Bruxelles et s'installent en dehors des limites de la Région de Bruxelles-Capitale (tout en restant en Belgique). Nous chercherons en particulier, via une analyse quantitative et géographique, à repérer les espaces de destination de ces populations à faibles revenus qui ont déménagé hors de Bruxelles au cours des années récentes.

## 1. Les classes populaires et leurs parcours résidentiels

- 6 Tout d'abord, qu'entend-on, aujourd'hui, par *classes populaires* ? Beaucoup de sociologues s'accordent à reconnaître sous cette dénomination un groupe social *en soi*. Cela dit, les individus qui le composent ne se représentent pas nécessairement l'appartenance à cette classe sociale. Traversées de fractures, ces classes populaires partagent au moins deux caractéristiques majeures : d'une part, la petitesse du capital économique, qui les place en position dominée notamment sur le marché immobilier ; d'autre part, un faible capital culturel, qui les désavantage dans l'enseignement puis sur le marché de l'emploi, et implique une dévalorisation (voire une stigmatisation) de leurs *goûts* et pratiques culturelles [Schwartz, 2011 ; Wright, 2005].

- 7 Divers travaux ont montré de surcroît que les classes populaires urbaines se caractérisent aussi par un capital social ancré dans le local : dans l'espace urbain se déploient des connaissances et des pratiques qui aident à la subsistance des individus [Cailly, 2007 ; Vignal, 2016 ; Dietrich-Ragon, 2014 ; Fol, 2009]. Il s'agit par exemple de la concentration de ressources qui permettent les déplacements pédestres [Omhovère, 2016], de la présence de commerces ethniques dans lesquels il est possible de s'exprimer dans sa langue maternelle [Guérin-Pace *et al.*, 2006], des possibilités de logement moins onéreuses qu'ailleurs ou moins exigeantes sur le plan de la situation administrative, etc.
- 8 Cependant, tout comme les *classes moyennes*, les *classes populaires* recouvrent des réalités multiples, au sein desquelles il s'agit, pour le chercheur en sciences sociales, de détecter des éléments structurants. La stabilité (emploi stable à temps plein, inscription dans une structure familiale pérenne) serait l'une des lignes de fracture essentielles au sein des classes populaires, particulièrement dans un moment d'effritement du modèle salarial, en ce qu'elle permet ou non de se projeter dans le futur, et se sentir en sécurité [Standing, 2014]. Plus généralement, on peut penser que l'analyse des comportements résidentiels est aussi une piste intéressante pour mieux comprendre les fractures internes aux classes populaires, notamment parce que les ressources nécessaires à certaines migrations peuvent être clivantes [Girard *et al.*, 2013; Girard, 2014].
- 9 Les migrations résidentielles des classes populaires ont fait l'objet d'études dans différents contextes. En France notamment, la périurbanisation modeste a été beaucoup étudiée. On voit notamment dans ces études que la ville est quittée pour des espaces plus lointains, quitte parfois à se couper de relations sociales et familiales [Girard *et al.*, 2013 ; Fol, 2009]. L'accès à la propriété motive une grande partie de ces migrations résidentielles, tout d'abord parce que la propriété dans les centres des villes n'est que très faiblement accessible aux classes populaires [Lambert, 2015]. Depuis plusieurs années, l'accession des classes populaires à la périphérie concerne aussi les ménages issus de l'immigration [Lambert, 2015; Cartier *et al.*, 2008]. Ils accèdent à la propriété dans des espaces où ils sont minoritaires, et peuvent se retrouver marginalisés [Lambert 2015 ; Cartier *et al.*, 2008]. Devenir propriétaire, plus encore dans un contexte de déstructuration du salariat, peut revêtir une fonction de sécurisation : *avoir au moins la maison* [Lambert, 2015]. D'ailleurs, il serait réducteur de considérer que la *périurbanisation subie* est nécessairement déclassante. Le sens de la périurbanisation pour ces ménages n'est pas nécessairement celui d'une relégation, mais peut être vécu comme « l'accès à un statut résidentiel valorisant » (celui de propriétaire) [Girard, 2014 : 87].
- 10 À Bruxelles, les parcours résidentiels des classes populaires sont fortement influencés par une structure sociospatiale marquée par une dichotomie entre des quartiers centraux populaires (le « croissant pauvre ») et des communes péricentrales (dans la Région) ou périurbaines (en dehors de la Région) plus aisées. Dans la ville centrale, vu la maigreur du stock de logements sociaux (à peine 7,26 % du parc<sup>3</sup> en 2016), la plupart des ménages pauvres ont à se loger sur le marché locatif privé. Celui-ci fonctionne alors comme un parc de « logements sociaux de fait », composé de logements de mauvaise qualité, mais moins chers ou plus accessibles que partout ailleurs dans la ville [Dessouroux *et al.*, 2016]. L'existence, l'ancienneté et la structure de propriété de ce parc locatif sont essentielles pour le maintien des quartiers populaires bruxellois. Or, les quartiers centraux populaires font face à des dynamiques de gentrification : progressivement, de nouveaux habitants aux profils socio-économique ou socioculturel plus élevés, s'installent et remplacent partiellement d'anciens habitants moins nantis ou moins diplômés [Van Criekingén, 2006,

- 2009 ; Romainville, 2010]. Dans le même temps, ces quartiers populaires centraux demeurent l'espace privilégié d'installation des populations étrangères provenant des pays pauvres [Grippa *et al.*, 2015].
- 11 Cette dichotomie sociospatiale résulte aussi en partie d'une périurbanisation intense, depuis les années 1950, de jeunes ménages des classes moyennes. Depuis cette époque, les ménages quittant la Région de Bruxelles-Capitale sont toujours tendanciellement plus jeunes et plus riches que la moyenne des habitants de la Région, produisant un appauvrissement de la Région de Bruxelles-Capitale [Eggerickx *et al.*, 2007 ; Grimmeau *et al.*, 2012 ; De Maesschalck *et al.*, 2015].
  - 12 Néanmoins, ce profil évolue : on observe notamment une plus grande diversité ethnique parmi les populations quittant la Région, la moitié de celles-ci ayant des origines non belges [De Maesschalck *et al.*, 2015]. De surcroît, parmi les personnes quittant Bruxelles pour le reste de la Belgique, on trouve une plus grande diversité sociale qu'il y a 20 ans. De nombreux ménages aux revenus peu élevés quittent la ville, bien que la majorité de ceux-ci reste composée d'au moins un référant qui travaille [De Maesschalck *et al.*, 2015]. En somme, « ce mouvement migratoire (de périurbanisation) n'est plus l'apanage de la seule classe moyenne belge » [De Maesschalck *et al.*, 2015, : 5] même si ces catégories restent majoritaires parmi les sortants [De Maesschalck *et al.*, 2015 ; Charlier *et al.*, 2016].
  - 13 Cette plus grande diversité apparaît aussi au niveau des lieux d'arrivée des nouveaux périurbains. Aux communes aisées de la périphérie proche, surtout au nord, à l'est et au sud-est de l'agglomération s'ajoutent de nouveaux espaces de destination. Il s'agit, pour les jeunes ménages issus des classes moyennes, de communes plus éloignées, tant vers l'est que l'ouest ou le nord, où les prix du foncier sont plus abordables [Eggerickx *et al.*, 2007]. Il s'agit aussi des communes de l'axe industriel Anvers-Bruxelles-Charleroi, qui deviennent des espaces attractifs pour les moins nantis et les classes moyennes inférieures, sans doute en raison de la proximité de Bruxelles et des prix immobiliers moindres. Ainsi, la structure socio-économique bruxelloise « en quadrant » se poursuit en périphérie, et l'analyse menée par De Maesschalck *et al.* [2015] sur le Brabant flamand a démontré que les ménages du premier quartile de revenus s'installent surtout dans les communes périphériques proches du nord (Asse), de l'est (Zaventem) et du canal (Vilvorde au nord et Sint Peeters Leeuw au sud), tandis que les espaces plus aisés du sud-est demeurent les destinations privilégiées des ménages aux plus hauts revenus. Cette tendance se poursuit dans la périphérie plus éloignée, et les communes de l'axe de la Senne et du nord Hainaut sont également des destinations privilégiées des ménages peu nantis [Charlier *et al.*, 2016]. En outre, les petites villes d'anciennes industries, notamment wallonnes sont également des destinations de plus en plus courantes depuis Bruxelles [Marissal *et al.*, 2013].
  - 14 Les migrations résidentielles extrabruelloises (à l'intérieur de la Belgique) des ménages populaires ont donc été approchées par plusieurs auteurs, souvent sous l'angle démographique, lié au cycle de vie<sup>4</sup> (décohabitation, mise en couple, parentalité...), sans qu'ils n'aient spécifiquement concentré leurs recherches sur cette catégorie. Cet article vise à compléter les connaissances en faisant le point sur les mouvements résidentiels des classes populaires, et plus particulièrement depuis les quartiers populaires centraux bruxellois.

## 2. La périurbanisation des classes populaires bruxelloises en chiffres

- 15 On aurait tort de considérer les classes populaires bruxelloises comme immobiles et captives des quartiers du « croissant pauvre » de la Région. Si le bilan migratoire entre la Région et sa périphérie est négatif, il ne l'est pas que pour les classes moyennes et supérieures. Les classes populaires sont également enclines à quitter la capitale. Il s'agira ici d'actualiser la mesure de ces mouvements et d'identifier précisément les lieux d'arrivée de ces populations.

### 2.1. Méthodologie

- 16 La zone d'étude sur laquelle nous travaillons<sup>5</sup> s'étend le long de l'axe industriel au nord et au sud de Bruxelles : depuis Anvers jusqu'au sud de la botte du Hainaut (figure 1). Cet espace permet de prendre en compte des territoires géographiquement imbriqués, reliés par plusieurs axes de mobilité quotidienne, mais traversés par des discontinuités socio-économiques, historiques et linguistiques. Les lieux d'arrivée en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale sont repérés à l'échelle des anciennes communes (les entités d'avant la fusion des communes de 1975).

Figure 1. Définition géographique de l'espace étudié, et des zones utilisées : région urbaine de Bruxelles, vallée de la Dendre, sillon wallon

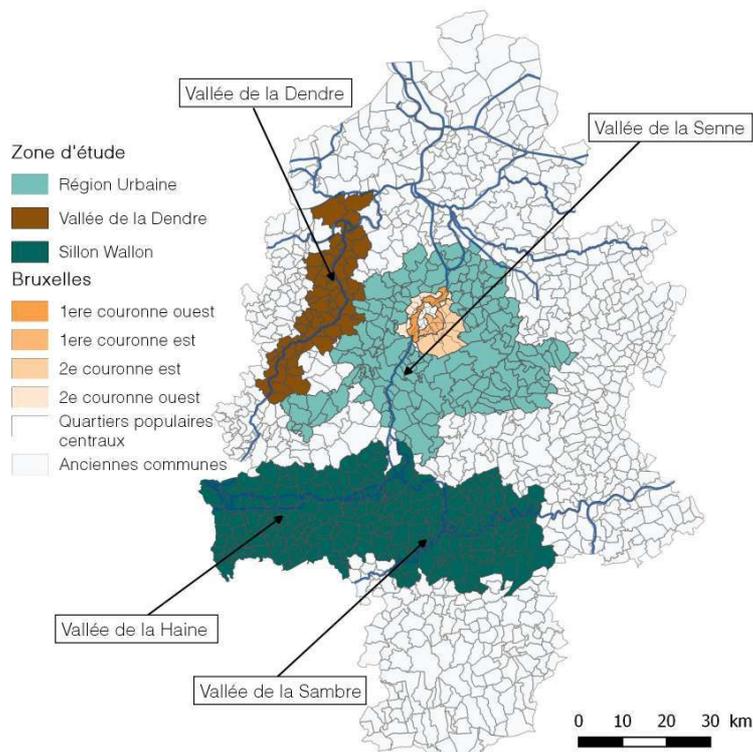
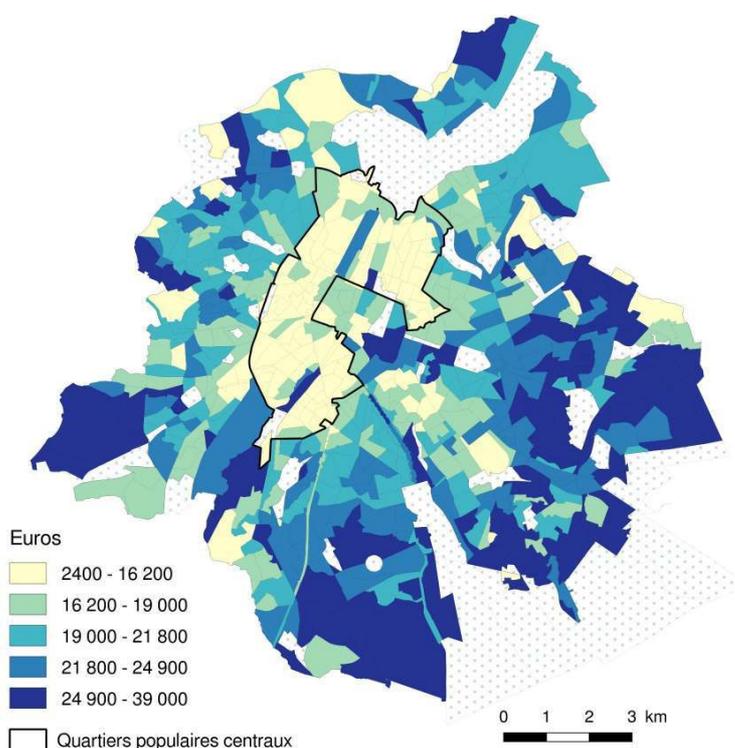


Figure 2. Revenus médians par déclaration fiscale à Bruxelles en 2013 et définition spatiale des quartiers populaires centraux



Source : Statbel 2016 – Traitement : S. De Laet

- 17 À Bruxelles, nous avons choisi de nous intéresser aux départs depuis les quartiers populaires du centre de la ville (figure 2). Cet espace a été défini sur base de plusieurs indicateurs de niveau socio-économique (revenus, part de chômeurs, part de locataires) ainsi que sur un critère de contiguïté, il recoupe partiellement, mais pas totalement la zone EDRLR. Si l'on ne peut pas considérer cet espace comme un quartier populaire en tant que tel, on peut cependant envisager qu'il constitue un ensemble de quartiers populaires *bout à bout*. Dans cet espace de 14 km<sup>2</sup>, on compte 251 000 habitants et le taux de chômage y était de 34 % (en 2013).
- 18 Les données traitées pour cet article proviennent de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS)<sup>6</sup>. Elles nous permettent d'identifier des mouvements résidentiels selon les revenus des ménages sur la période 2005-2013. Plus précisément, il s'agit de la somme de trois flux nets (2005-2008, 2008-2010, 2010-2013)<sup>7</sup>. Ces données nous permettent de connaître le nombre de déménagements effectués par une personne durant la période, mais nous ne connaissons le lieu de départ et d'arrivée qu'en début et en fin de chaque période. Nous ne sommes donc pas en mesure d'identifier les déménagements multiples qui ont lieu au cours d'une même année civile, ainsi que la localisation intermédiaire des personnes qui déménagent plus d'une fois sur chaque période. En ce qui concerne les revenus, nous utilisons la notion de « revenu reconstitué » calculé par la BCSS sur la base d'une combinaison des différents revenus du travail et des prestations sociales. Ce montant permet donc d'approcher le revenu disponible des ménages. Le principal biais de ces données est que les revenus du capital (immobilier<sup>8</sup>, mobiliers) ne sont pas disponibles et ne sont donc pas intégrés dans cette mesure. Nous avons combiné cette

mesure des revenus disponibles pour calculer des revenus par unité de consommation, tenant compte dans chaque ménage du nombre de personnes et de leur âge<sup>9</sup>. Ces revenus disponibles par unité de consommation ont ensuite été répartis en déciles<sup>10</sup>. L'indicateur final sur lequel nous travaillons ici est donc le *décile de revenu disponible relatif du ménage*. Dans la suite de ce papier, nous considérons comme proxy des classes populaires, les trois premières tranches de déciles de revenus, qui représentent 43 % de la population en Région de Bruxelles-Capitale. Les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> déciles approximeront les classes moyennes ; les 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> déciles, les classes supérieures. Certes cette variable seule ne permet pas d'identifier formellement les personnes appartenant aux classes populaires. Nous considérons néanmoins cet indicateur comme pertinent dès lors que notre objectif est d'identifier des parcours résidentiels et des espaces de destination, et non pas de compter précisément les effectifs des classes populaires.

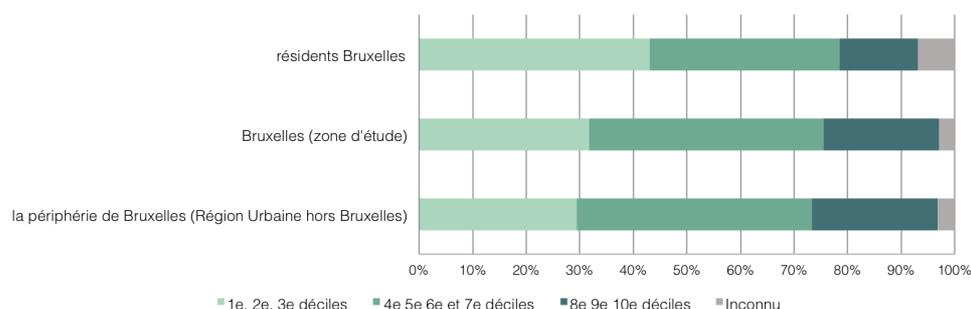
Tableau 1. Bilan migratoire entre la Région de Bruxelles-Capitale et le reste de la zone d'étude, selon le revenu (groupes de déciles, somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013)

	1 <sup>er</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> déciles	4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> , 6 <sup>e</sup> , et 7 <sup>e</sup> déciles	8 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> déciles	Toute la population
Entrants-Sortants Population totale	-2,22 %	-3,25 %	-3,4 %	-2,73 %

Source : BCSS, traitement S. De Laet (2017)

- 19 On peut lire dans le tableau 1 que le bilan migratoire entre Bruxelles et le reste de la zone d'étude est déficitaire pour toute la population, mais également pour chaque groupe de revenus. Ainsi, quel que soit leur revenu, au niveau des migrations internes, toutes les catégories sont plus nombreuses à quitter Bruxelles, qu'à venir s'y installer.

Figure 3. Structure de la population résidente et sortante de la Région de Bruxelles-Capitale selon les revenus (groupes de déciles, somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013)



Structure moyenne de la population résidente : nombre de personnes reprises dans chaque groupe de déciles (2005, 2008, 2010) / 3.

Sorties moyenne annuelle : somme des flux nets sur les trois périodes du nombre de personnes qui effectuent le mouvement / 8.

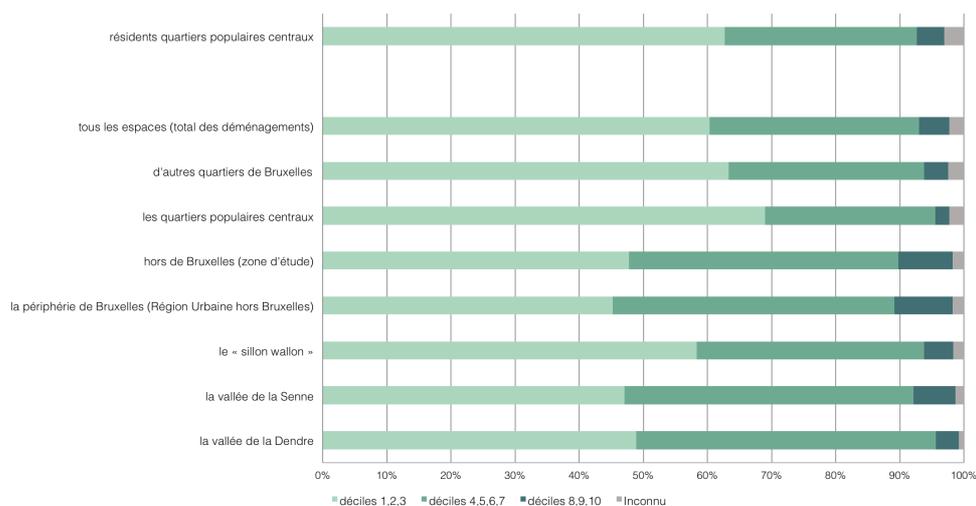
Remarque : la définition de la zone d'étude explique les différences entre nos données et les études citées. En prenant en compte le Hainaut, les faibles déciles représentent une part plus importante des sortants que lorsque l'on prend en compte le Brabant flamand. Tandis que sans les Ardennes et la côte, nous passons à côté d'une partie des migrations de retraite (ou de préretraite).

Source : BCSS, traitement S. De Laet (2017)

- 20 Comme le montre la figure 3, près d'un tiers (32 %) des sortants de la Région de Bruxelles-Capitale appartiennent aux catégories de revenus les plus faibles. Ce mouvement n'est donc pas du tout négligeable, même s'il est sous-spécifique pour cette catégorie (comptant pour 43 % de la population bruxelloise) au contraire des classes moyennes (44 % de sorties pour 35 % des habitants) et supérieures (21 % des sorties pour 15 % des habitants). Pour les déménagements vers la périphérie (*grosso modo* le bassin d'emploi)<sup>11</sup> de Bruxelles, la part des revenus les plus faibles est moins élevée, mais s'approche néanmoins également du tiers des mouvements de Bruxelles (c'est-à-dire la *Région Urbaine* de Bruxelles telle que définie par Van Hecke *et al.* [2009] sur base du recensement de 2001),
- 21 La présentation des résultats est organisée en trois temps. Il s'agit, dans un premier temps, de mettre en évidence les espaces d'arrivée des classes populaires quittant les quartiers centraux bruxellois puis, dans un deuxième temps, d'analyser le bilan entre les quartiers populaires centraux et notre zone d'étude pour cette population. Enfin, dans un troisième temps, nous déterminerons si les destinations identifiées distinguent des profils différents parmi les personnes aux revenus faibles.

## 2.2. Sorties depuis les quartiers populaires centraux : quelles destinations ?

Figure 4. Structure de la population résidente et sortante des quartiers populaires centraux selon les revenus (groupes de déciles, somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013)



Structure moyenne de la population résidente : nombre de personnes reprises dans chaque groupe de déciles (2005, 2008, 2010) / 3.

Sorties moyenne annuelle : somme des flux nets sur les trois périodes du nombre de personnes qui effectuent le mouvement / 8.

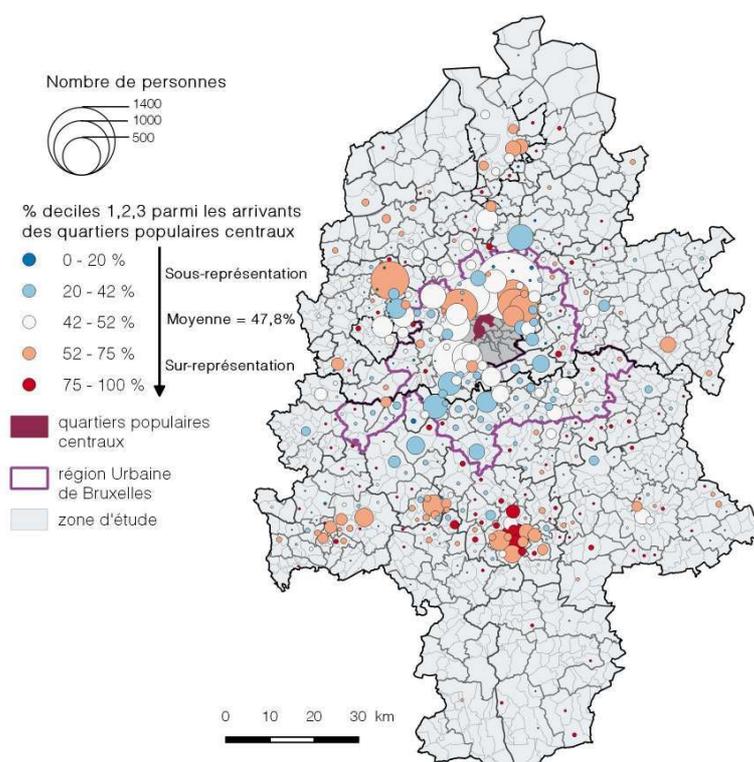
Source : BCSS, traitement S. De Laet (2017)

- 22 Les catégories de revenus les plus faibles représentent 63 % des habitants des quartiers populaires centraux et comptent pour 60 % du total des personnes qui ont déménagé au départ des quartiers populaires centraux sur la période considérée. En termes de destination, la figure 4 permet aussi de constater que les populations à bas revenus sont plus enclines que les autres catégories à se réinstaller dans le même espace : près de 70 %

des déménagements internes aux quartiers populaires centraux sont le fait de populations rangées dans les 3 premiers déciles.

- 23 En ce qui concerne les déménagements en dehors de la Région en provenance des quartiers populaires centraux, ils sont presque un sur deux (48 %) à avoir des revenus faibles, ce qui représente un volume annuel estimé d'un peu moins de 3 000 personnes<sup>12</sup>. À nouveau, la périurbanisation depuis ces quartiers est, en terme relatif, plus spécifique pour les groupes aux revenus moyens et élevés, mais les mouvements des plus pauvres sont, en volumes, équivalents.

Figure 5. Migrations résidentielles issues des quartiers populaires centraux (vers le reste de la zone d'étude), des déciles 1, 2 et 3. Somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013



Déciles de revenus : déciles de revenus reconstitués du ménage.

Indicateur : Nombre de personnes des déciles 1, 2 et 3 arrivants dans l'ancienne commune depuis les quartiers populaires centraux / toutes les personnes arrivants dans l'ancienne commune depuis les quartiers populaires centraux \*100

Source : BCSS, traitement S. De Laet (2017)

- 24 Analysons maintenant leur déploiement géographique. La figure 5 représente les migrations depuis les quartiers populaires centraux de Bruxelles des 3 premiers déciles, et l'importance de ceux-ci parmi les arrivants issus des quartiers centraux<sup>13</sup>. Elle nous permet de distinguer d'emblée deux informations : où s'installent *en volume* les personnes qui quittent les quartiers populaires centraux pour s'installer en périphérie (taille des cercles), et quels sont les lieux de destination *spécifiques* de ces migrants aux revenus faibles (couleur des cercles).
- 25 En volume, la périphérie proche flamande du nord-ouest est l'espace qui reçoit le plus de ménages des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> déciles quittant Bruxelles. Cette observation concorde avec la logique de quadrant identifiée par De Maesschalck *et al.* [2015] : en valeur absolue, les installations sont les plus importantes au nord-ouest de la Région (Dilbeek, Zellik, Asse, ...

). 51 % des sorties des trois premiers déciles depuis les quartiers populaires centraux aboutissent dans la région urbaine (telle que définie par Van Hecke *et al* [2009]) de Bruxelles.

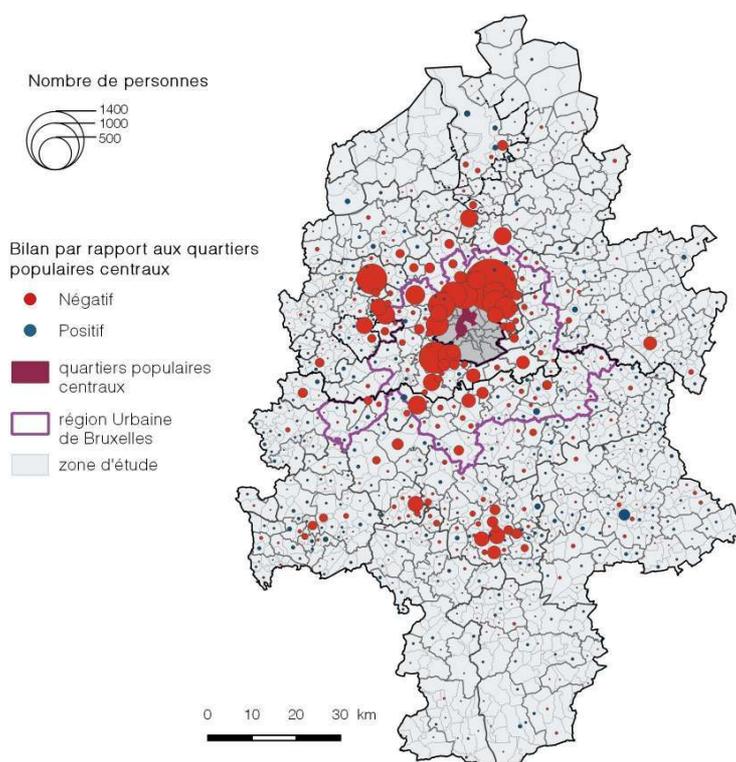
- 26 En s'intéressant à la spécificité<sup>14</sup> de ces mouvements, d'autres espaces se démarquent :
- D'abord et surtout, d'anciennes vallées industrielles : la vallée de la Senne qui recoupe partiellement la périphérie proche du nord (Machelen, Diegem); la vallée de la Dendre (Alost) ; et de façon plus marquée encore, celle de la Haine (Jemappes, Mons, Frameries, Maurage, Manage...) et de la Sambre (Charleroi, Marcinelle, Saint-Servais à Namur...).
  - La commune de Charleroi, mais également les espaces directement avoisinants (Marcinelle, Couillet, Marchienne-au-Pont...).
  - Les communes de la périphérie d'Anvers, surtout celles de faible standing de la périphérie sud (Hoboken) et Est (Borgerhout, Deurne...).
- 27 Ces espaces partagent une série de caractéristiques socio-économiques et historiques : il s'agit d'anciens bassins, vallées ou villes industriels. On y trouve des habitats ouvriers anciens, ainsi que des logements moins chers qu'à Bruxelles. Plusieurs de ces anciennes communes abritent elles-mêmes des espaces s'apparentant à des « quartiers populaires » (Marcinelle, La Louvière...). Dans le cas des communes du pourtour anversois, il s'agit de communes qui comptent une importante population originaire d'Afrique du Nord ou de Turquie.
- 28 Cette géographie n'est pas classique pour la périurbanisation bruxelloise, et représente un volume moins important que les mouvements vers les Brabants wallon et flamand.

### 2.3. Solde migratoire des quartiers populaires centraux pour les premiers déciles

- 29 Il est entendu que les mouvements ne se font pas que depuis Bruxelles (et les quartiers populaires centraux) vers la périphérie, l'analyse des bilans permet de tenir compte du solde migratoire.
- 30 Comme on peut le voir sur la figure 6 (carte des soldes migratoires), le solde migratoire est majoritairement négatif pour les quartiers centraux populaires. Cela signifie que les départs des populations des trois premiers déciles depuis Bruxelles ne sont pas compensés par les arrivées à Bruxelles depuis la Belgique. En revanche, ces départs sont plus que compensés par les migrations internationales.
- 31 Les espaces vis-à-vis desquels les quartiers populaires centraux perdent le plus d'habitants issus des déciles 1, 2 et 3, sont situés dans la périphérie nord proche des frontières régionales et le long de la vallée de la Senne toute proche (jusqu'à Tubize au sud et Villevorde au nord). Ce résultat corrobore les conclusions de Grippa *et al.* [2015] sur les nombreux déménagements de courte distance depuis les quartiers populaires vers les espaces voisins réalisés par des ménages modestes et moyens. Viennent ensuite quelques anciennes communes de la vallée de la Dendre (Alost, Liedekerck). Et finalement, les vallées de la Haine et de la Sambre.
- 32 Vis-à-vis des grandes villes (Mons, La Louvière, Charleroi, Anvers), les soldes peu importants témoignent d'intenses mouvements migratoires depuis et vers les quartiers populaires centraux.
- 33 Quelques espaces envoient plus de populations vers les quartiers populaires centraux qu'ils n'en reçoivent, leur nombre est réduit, et les valeurs absolues sont faibles.

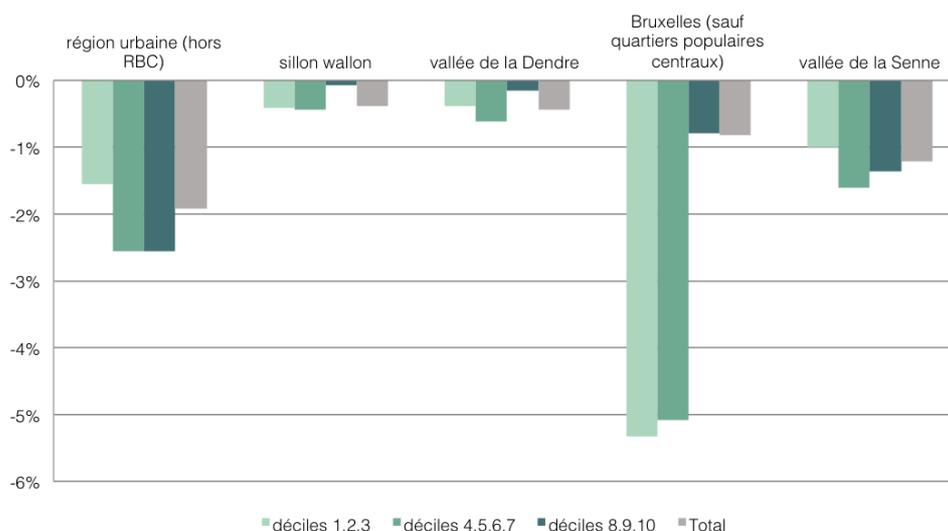
Cependant, on peut noter que ces villes correspondent en premier lieu à des villes universitaires (Namur, Louvain-la-Neuve, Leuven, Anvers). Ce serait cohérent avec le fait que les communes des quartiers populaires centraux accueillent un nombre important (et de plus en plus important) d'étudiants [Vaesen et Wayens, 2014] et de jeunes diplômés, témoignant d'un nouvel intérêt pour ces espaces et des tensions immobilières qui y prennent place.

Figure 6. Solde migratoire entre les quartiers populaires centraux et la zone d'étude, des déciles 1, 2 et 3. Somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013.



Déciles de revenus : déciles de revenus reconstitués du ménage.  
Solde réalisé entre les quartiers populaires centraux et les anciennes communes de la zone d'étude.  
Source : BCSS, traitement S. De Laet (2017)

Figure 7. Bilans migratoires des quartiers populaires centraux avec la région urbaine de Bruxelles, le sillon wallon, la vallée de la Dendre, les autres espaces bruxellois, la vallée de la Senne. Selon les revenus (groupes de déciles, somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013)



Bilans migratoires : (entrants-sortants)/population totale

Source : BCSS, traitement S. De Laet (2017)

- 34 En somme, la sortie de Bruxelles des classes populaires bruxelloises est loin d'être négligeable. Le portrait souvent tiré d'une capitale quittée *massivement* par sa classe moyenne ne peut absolument pas être nié, mais ne devrait pas occulter les autres mouvements.
- 35 Si l'on s'intéresse aux volumes, les ménages des classes populaires quittant la Région s'installent en premier lieu dans les espaces périurbains de Bruxelles, particulièrement dans la périphérie au nord de la ville. En valeurs relatives, par contre, les espaces d'ancienne tradition ouvrière (vallées et villes industrielles) apparaissent les plus spécifiques aux classes populaires.
- 36 Ces destinations ont déjà été identifiées dans des travaux précédents [De Maesschalk *et coll.*, 2015 ; Marissal *et coll.*, 2013 ; Eggerickx *et al.*, 2007]. On peut donc dire que l'espace géographique dessiné par ces migrations en dehors de la Région est relativement stable, depuis au moins quinze ans. Néanmoins, on note une certaine évolution concernant des communes de l'axe du canal comme Vilvorde ou Tubize. En effet, celles-ci n'apparaissent pas comme des espaces « spécifiques » aux classes populaires sur nos cartes, mais plutôt aux classes moyennes. On peut dès lors poser l'hypothèse d'une évolution à travers laquelle ces communes deviendraient des espaces de destination prisés par les classes moyennes à défaut, pour celles-ci, de pouvoir accéder à d'autres espaces périurbains, devenus trop chers ou saturés.

### 3. Des profils variables selon les lieux de destination

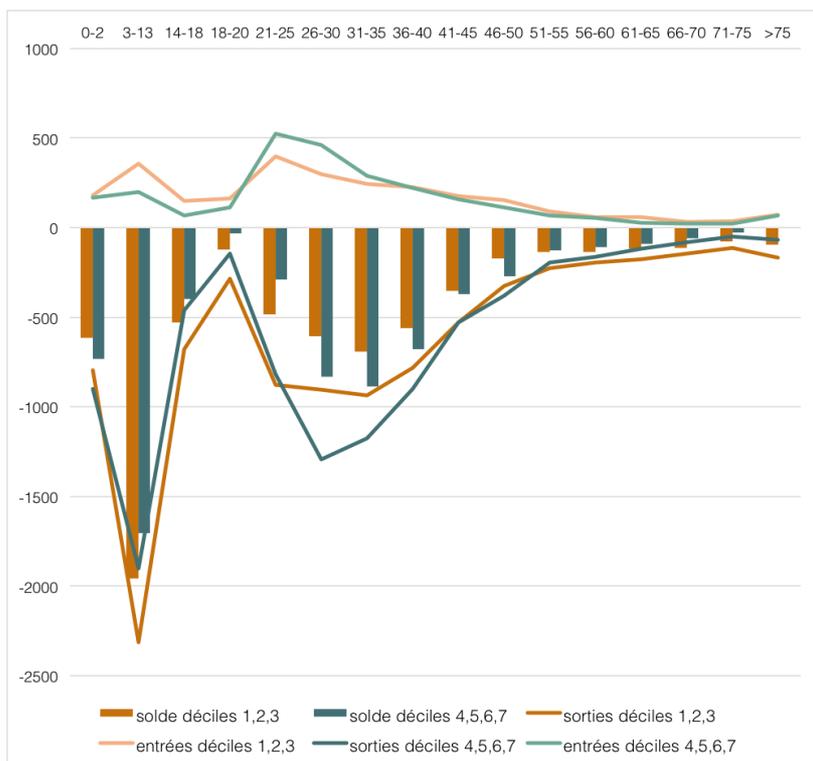
- 37 Au sein de l'ensemble des personnes aux revenus plus faibles qui quittent les quartiers populaires centraux de Bruxelles, est-il possible d'identifier des variations des profils selon leurs lieux de destination ? L'apparente proximité sociospatiale entre les quartiers

populaires centraux et les espaces d'arrivée des ménages à bas revenu quittant Bruxelles suffit-elle à conclure que le même type de migrations opère ? Autrement dit, les personnes quittant les quartiers populaires centraux pour s'installer en dehors de Bruxelles ont-elles le même profil selon les lieux d'arrivée ? Pour répondre à cette question, nous utiliserons deux indicateurs : le profil d'âge des entrants-sortants et le rapport au travail des adultes (exception faite des étudiants).

### 3.1. Profil par âge

- 38 De manière générale, il est bien établi que les migrations résidentielles sont essentiellement liées aux cycles de vie [Eggerickx *et al.*, 2007 ; Grimmeau *et al.*, 2012]. Le plus souvent, les jeunes ménages (qui en ont la possibilité) déménagent au moment ou en prévision de l'agrandissement de leur famille. Ils cherchent dès lors des logements d'une certaine taille, d'ordinaire plus nombreux et moins chers en dehors des quartiers centraux.
- 39 La pyramide des âges des migrations entre les quartiers populaires centraux et la Région Urbaine de Bruxelles (hors Région de Bruxelles-Capitale) (figure 8) compare les groupes de déciles « populaires » et « moyens ». On peut voir que le profil d'âge des sortants est proche pour ces deux groupes de revenus : le contingent le plus important est composé d'adultes de 26 à 40 ans et d'enfants entre 0 et 18 ans. Cependant, alors qu'un nombre plus important d'adultes aux revenus moyens quittent les quartiers populaires centraux, comparativement aux adultes aux revenus faibles, ce rapport s'inverse pour les enfants : les ménages populaires quittant les quartiers populaires centraux pour s'installer en périphérie bruxelloise comptent davantage d'enfants.

Figure 8. Structure par âge des migrations entre les quartiers populaires centraux et la région urbaine de Bruxelles. Déciles 1, 2, 3 et 4, 5, 6, 7 (Somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013)



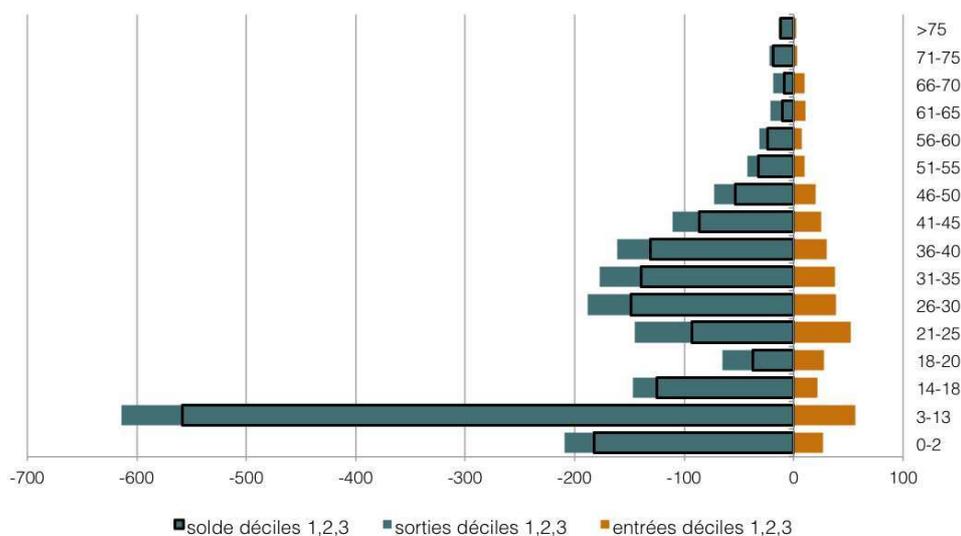
Entrées : entrées depuis la région urbaine de Bruxelles vers les quartiers populaires centraux.

Sorties : sorties depuis les quartiers populaires centraux vers la région urbaine de Bruxelles.

Définition géographique de la zone *région urbaine de Bruxelles* : figure 1

Source : BCSS, traitement S. De Laet (2017)

Figure 9. Structure par âge des migrations entre les quartiers populaires centraux et la vallée de la Dendre. Déciles 1, 2, 3 (Somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013)



Entrées : entrées depuis la vallée de la Dendre vers les quartiers populaires centraux.

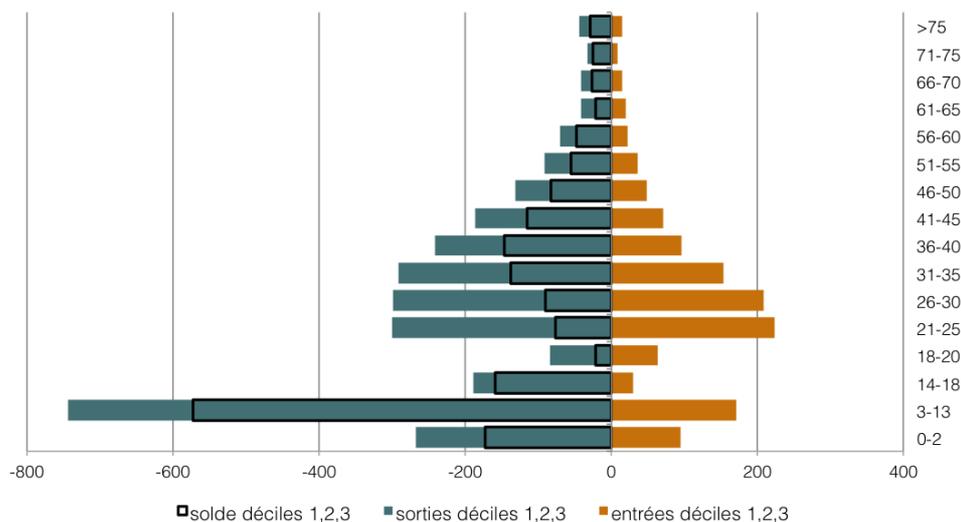
Sorties : sorties depuis les quartiers populaires centraux vers la vallée de la Dendre.

Définition géographique de la zone *vallée de la Dendre* : figure 1

Source : BCSS, traitement S. De Laet (2017)

- 40 Sur la figure 9, on constate que les migrations des catégories populaires entre les quartiers populaires centraux et la vallée de la Dendre montrent le même profil que sur la figure 7. Ceci suggère que cet espace constitue désormais une périphérie éloignée de Bruxelles pour les ménages à faibles revenus.
- 41 La figure 10, quant à elle, relative aux migrations entre les quartiers populaires centraux et le sillon wallon, présente également un profil similaire, mais avec une proportion d'enfants en bas âge encore plus importante que pour les deux autres. On constate aussi qu'entre 21 et 35 ans, des âges de forte mobilité résidentielle, le bilan de ces migrations est presque nul (autant d'arrivées que de départs). Le sillon wallon accueille essentiellement de grandes familles depuis les quartiers populaires centraux de Bruxelles et renvoie de nombreux ménages modestes vers ces derniers, témoignant probablement de la proximité socio-économique entre ces deux espaces.

Figure 10. Structure par âge des migrations entre les quartiers populaires centraux et le sillon wallon. Déciles 1,2,3 (Somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013)

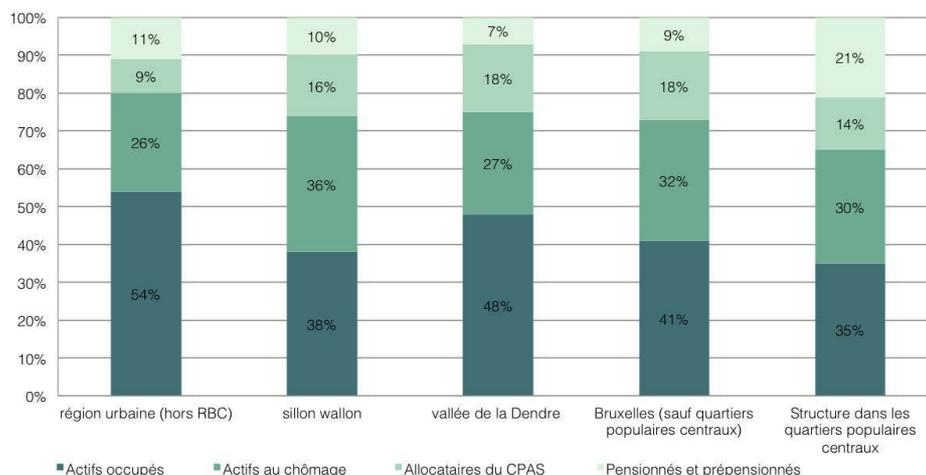


Entrées : entrées depuis le sillon wallon vers les quartiers populaires centraux.  
Sorties : sorties depuis les quartiers populaires centraux vers le sillon wallon.  
Définition géographique de la zone *sillon wallon* : figure 1

Source : BCSS, traitement S. De Laet (2017)

### 3.2. Le rapport au travail

Figure 11. Structure de la population résidente et sortante des quartiers populaires centraux selon la position sur le marché du travail, des déciles 1, 2, 3 (somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013)



Population considérée : personnes de plus de 18 ans, n'étant pas étudiants (selon la nomenclature de la BCSS). Position de début de période.

Source : BCSS, traitement S. De Laet

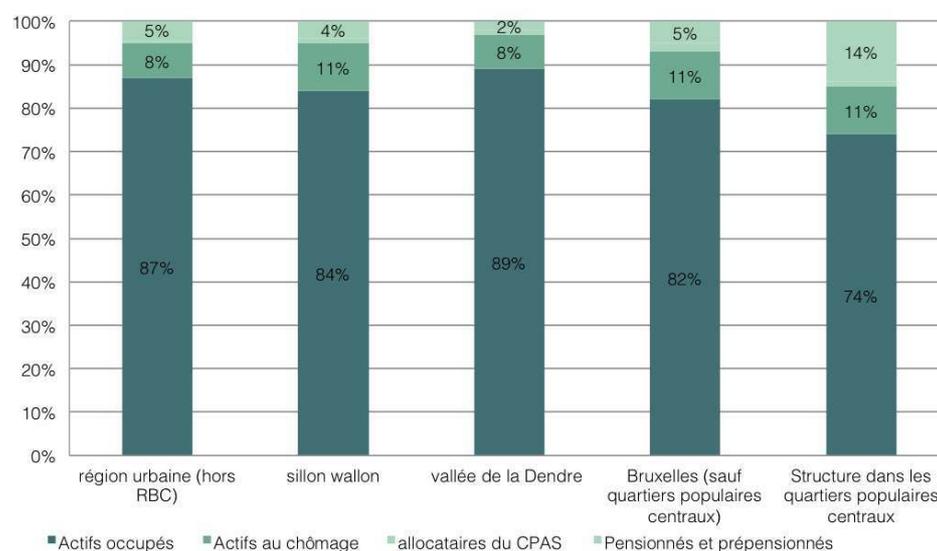
- 42 Si 35 % des adultes des déciles pauvres habitants les quartiers populaires centraux sont des actifs occupés, ils sont 54 % parmi ceux qui s'installent en périphérie, 48 % parmi ceux qui déménagent vers la vallée de la Dendre et 38 % parmi ceux qui s'installent dans le

Sillon Wallon. Ainsi, parmi les classes populaires, les actifs occupés quittent plus les quartiers populaires centraux que les travailleurs sans emploi ou bénéficiaires du CPAS. En outre, ces ménages plus stables sont plus nombreux à s'installer dans la périphérie de Bruxelles et la vallée de la Dendre, que dans le sillon wallon. Les prépensionnés et pensionnés aux revenus faibles sont quant à eux tendanciellement moins mobiles.

- 43 Les mouvements résidentiels, même parmi les catégories populaires, ont comme résultante un tri sociospatial. On observe d'une part, une installation des ménages populaires stables dans les espaces périurbains classiques, ainsi que dans la vallée de la Dendre.

Et d'autre part, une installation de ménages populaires moins sécurisés sur le plan économique, se dirige vers le sillon industriel wallon.

Figure 12. Structure de la population résidente et sortante des quartiers populaires centraux selon la position sur le marché du travail, des déciles 4, 5, 6, 7 (somme de trois flux nets 2005-2008, 2008-2010 et 2010-2013)



Population considérée : personnes de plus de 18 ans, n'étant pas étudiants (selon la nomenclature de la BCSS). Position de début de période.

Source : BCSS, traitement S. De Laet

- 44 On peut cependant constater que pour les ménages aux revenus moyens, ces variations sont bien moins importantes : les vallées de la Dendre et du Sillon Wallon ne semblent pas accueillir plus de personnes au chômage que la périphérie classique bruxelloise. Ce qui suggère que d'autres indicateurs devraient venir compléter cette analyse, par exemple le diplôme, mais également le statut d'occupation du logement.

### 3.3. Des familles, plus ou moins sécurisées

- 45 Les pyramides d'âges ainsi que la situation sur le marché du travail des personnes quittant les quartiers populaires centraux révèlent en particulier deux types de profils : d'une part des ménages avec beaucoup d'enfants, et en plus grande difficulté socio-économique, qui s'installent dans le sillon wallon ; d'autre part, des ménages au profil démographique classiquement lié aux migrations de cycle de vie (jeunes adultes avec

enfants), qui s'installent dans la périphérie classique de Bruxelles (Région Urbaine) et dans la vallée de la Dendre, qui semble constituer l'extension de la périphérie classique pour les ménages moins nantis.

## Conclusion

- 46 La destination principale des classes populaires originaires des quartiers centraux bruxellois, si elle n'est pas nouvelle, peut néanmoins paraître étonnante : la périphérie proche n'est-elle pas parmi les espaces les plus chers de Belgique ? Comment comprendre que de nombreux ménages peu nantis s'y installent ? Il nous faut mettre en évidence ici un écueil du géographe : à trop travailler avec les moyennes, on n'oublie de s'intéresser à la variabilité interne des espaces étudiés. Certes la périphérie proche de Bruxelles est habitée par de nombreux ménages aisés, voire très aisés, mais il ne faudrait pas oublier qu'ils sont également le lieu de vie de nombreux ménages moins nantis, qui s'installent dans des maisons ne correspondant pas à la classique et allégorique « maison quatre façades avec jardin ». Ces ménages populaires qui s'y installent ont un profil démographique proche de celui des classes moyennes : des ménages avec jeunes enfants. Outre ces installations périurbaines classiques, nous avons identifié deux autres types d'espaces récepteurs : premièrement, un espace périurbain éloigné, dans la vallée de la Dendre, au profil démographique et économique proche de la moyenne de la Région Urbaine : un adulte sur deux s'y installant occupe un travail, alors qu'ils ne sont qu'un sur trois au sein des quartiers populaires centraux. Deuxièmement, le sillon wallon, bassin industriel dans lequel la précarité actuelle pourrait être renforcée par l'arrivée de populations bruxelloises avec un faible taux d'occupation et composées de familles nombreuses.
- 47 La périphérie de Bruxelles et la vallée de la Dendre attirent donc des ménages populaires stables aux dépens des quartiers populaires centraux. Dans le sillon wallon, l'éloignement se double d'une réinstallation dans des espaces socialement stigmatisés, offrant peu de perspectives économiques en raison de l'éloignement des centres d'emploi et du faible dynamisme de l'économie locale. Constituent-ils des espaces de relégation ?
- 48 Beaucoup de questions restent à ce stade ouvertes. Du point de vue des ménages, de nombreuses questions devraient être abordées par une analyse qualitative: si l'on sait le rôle essentiel joué par le quartier populaire dans l'organisation de la subsistance des ménages, qu'en est-il lorsqu'ils en sont éloignés ? Peuvent-ils retrouver dans leur nouvel espace de vie la possibilité de mettre en pratique des activités (sociales et économiques) essentielle à la survie du ménage? Où sont-ils contraints à de nombreux trajets, ou à l'isolement ? Comment la variabilité des espaces d'arrivée influence-t-elle ces possibilités ? L'activation de nouveaux réseaux d'entraide est-elle plus aisée dans certains lieux d'arrivée que dans d'autres ? Quelles sont les réalités vécues par les ménages populaires ? Et quels facteurs déterminent leur installation dans la périphérie proche, lointaine ou encore dans les villes et bassins industriels ?
- 49 Du point de vue des connaissances sur les classes populaires, la prise en compte de leurs mouvements résidentiels semble être une voie d'analyse intéressante pour mieux appréhender les fractures et variabilités de cette classe sociale complexe.
- 50 Pour les espaces d'arrivées peu dynamiques démographiquement et économiquement, disposant souvent d'habitat abordable (Charleroi, La Louvière, etc.), il serait intéressant

d'étudier les conséquences éventuelles de ces migrations. Est-ce que, paradoxalement, l'arrivée de personnes pauvres (voire précaires), depuis une ville dans laquelle le coût de la vie est élevé, a un effet en cascade sur le niveau de vie des populations pauvres déjà présentes ? Via notamment un renchérissement des prix du foncier ?

- 51 Au niveau de Bruxelles, et plus particulièrement des quartiers centraux populaires, le départ en périphérie de ménages populaires stables (c'est-à-dire proches du marché du travail) opère une forme de tri sociospatial. Les implications d'un tel tri peuvent être importantes, notamment pour la mixité sociale des écoles locales [Marissal, 2017]. D'autre part, ces quartiers continuent de remplir à l'échelle de Bruxelles, mais également de la Belgique, une fonction d'accueil pour les populations immigrantes (essentiellement peu nanties) [Grippa *et al.*, 2015]. Populations qui éventuellement, iront nourrir, plusieurs années plus tard, le flux des ménages populaires stables sortants de Bruxelles. En ce sens, considérer les quartiers populaires centraux uniquement sous l'angle de la pauvreté et des difficultés économiques est sans doute réducteur. Il s'agit également d'espaces d'accueil et de formation de capitaux sociaux, culturels et sans doute également économiques.
- 52 Finalement, retenons que 30 % des personnes quittant la RBC pour s'installer en périphérie ont de faibles revenus, or ils n'apparaissent presque nulle part dans les discours politiques, trop exclusivement focalisés sur « l'exode des classes moyennes bruxelloises ». Habiter à Bruxelles deviendrait-il trop cher pour les ménages aux revenus moyens ? Que dire alors pour les ménages aux revenus les plus faibles ?

---

## BIBLIOGRAPHIE

- ABDELNOUR, Sarah, 2012. *Les nouveaux prolétaires*. Paris : Petite encyclopédie critique.
- BACQUE, Marie-Hélène, GUERIN-PACE, France (ed.), AUTHIER, Jean-Yves, 2006. *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris : La Découverte.
- CAILLY, Laurent, 2007. Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation. In : *Annales de géographie*. 2007. n° 654, pp. 169-178
- CARTIER, Marie, COUTANT, Isabelle, MASCLLET, Olivier et SIBLOT, Yasmine (éd.), 2008. *La France des « petits moyens » : enquête sur la banlieue pavillonnaire*. Paris : La Découverte.
- CASTEL, Robert, 2003. *L'insécurité sociale qu'est-ce qu'être protégé ?* Paris : Seuil.
- CHARLIER, Julien, DEBUISSON, Marc, DUPREZ, Jean-Paul et REGINSTER, Isabelle, 2016. *Mouvements résidentiels en Wallonie (1994-2014): analyses des migrations intercommunales et construction de bassins résidentiels*. Région Wallonne : IWEPS. Working paper.
- DAVIDSON, Mark, WYLY, Elvin, 2012. « Class-ifying London ». In : *City*, 2012, n° 16, vol. 4, pp. 395-421.
- DESSOUROUX, Christian, BENSLIMAN, Rachida, BERNARD, Nicolas, DE LAET, Sarah, DEMONTY, François, MARISSAL, Pierre et SURKYN, Johan, 2016. *Le logement à Bruxelles : diagnostic et*

- enjeux. Note de synthèse BSI. In : *Brussels Studies*. 2016. Vol. 99. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/brussels/1346>
- DIETRICH-RAGON, Pascale, 2014. Résister à l'exil. Enquête auprès des mal-logés parisiens. In : *Espaces et sociétés*. 2014. Vol. 156-157, n° 1, 19 p.
- EGGERICKX, Thierry, SANDERSON, Jean-Paul, BAHRI, Amel et HERMIA, Jean-Pierre, 2007. Diversités démographiques et migrations résidentielles dans les espaces ruraux en Wallonie (Belgique). In : *Environnement, aménagement, société*. Vol. 205, n° 4. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/norois/1294>
- FIJALKOW, Yankel, LEVY-VROELANT, Claire (dir.), 2016. *Rester en (centre)ville. Résistance et résilience de la ville ordinaire dans quatre quartiers de villes capitales : Paris, Lisbonne, Bruxelles, Vienne*, Rapport de recherche pour le Plan Urbanisme Construction Architecture.
- FOL, Sylvie, 2009. La mobilité des pauvres. Pratiques d'habitants et politiques publiques. In : *Revue Projet*. 2009. n° 318, pp. 97-97.
- GILBERT, Pierre, 2013. Devenir propriétaire en cité HLM. In : *Politix*. 2013. n° 101, pp. 7-20. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politix-2013-1-page-79.htm>
- GIRARD, Violaine, 2014. Des classes populaires en recomposition dans le périurbain : accès à la propriété pavillonnaire et restructurations de l'emploi industriel (1982-199). In : *La jeune sociologie urbaine francophone retour sur la tradition et exploration de nouveaux champs*. Lyon.
- GIRARD, Violaine, LAMBERT, Anne, STEINMETZ, Hélène, 2013. Propriété et classes populaires : des politiques aux trajectoires. In : *Politix*. 2013. n° 101, pp. 7-20. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politix-2013-1-page-7.htm>
- GIROUD, Matthieu, 2011. Usages des espaces rénovés et continuités populaires en centre ancien. In : *Espaces et sociétés*. 03/05/2011. n° 144-145, pp. 37-54. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2011-1-page-37.htm>
- GRIMMEAU, Jean-Pierre, DECROLY, Jean-michel et WERTZ, Isaline, 2013. La démographie des communes belges de 1980 à 2010. In : *Courrier hebdomadaire du CRISP*. Vol. 2012/37-38, n° 2162-2163. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2012-37-page-1.htm>
- GRIMMEAU, Jean-Pierre, DEBOSERE, Patrick, EGGERICKX, Thierry, GADEYNE, Sylvie, HERMIA, Jean-Pierre, et al., 2013. *Atlas de Belgique. Population*. Gent : Academia Press.
- GRIPPA, Taïs, MARISSAL, Pierre, WERTZ, Isaline, MAY, Xavier et LOOPMANS, Maarten, 2015. *Dynamiques des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges*. Bruxelles. SPP Politique des Grandes Villes.
- HARVEY, David, 2011. *Le capitalisme contre le droit à la ville : Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Amsterdam, 2011
- IGEAT, 2007. *ESPON project 1.4.3 Study on Urban Functions*. Final Report.
- VERDONCK, Magali, TAYMANS, Michèle, VAN DROOGENBROECK, Nathalie, 2012. *Évolution, caractéristiques et attentes de la classe moyenne bruxelloise*, Cahiers de l'IBSA, n° 3, Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, 12/2012.
- LAMBERT, Anne, 2015. *Tous propriétaires : l'envers du décor pavillonnaire*. Paris : Seuil. Liber.
- MADDEN, David, MARCUSE, Peter, 2016. *In Defense of Housing: The Politics of Crisis*, New-York :Verso.

MARISSAL, Pierre, 2017. La Mixité sociale résidentielle favorise-t-elle la mixité scolaire ? Le cas Bruxellois. In : *Belgeo*. 30/06/2017. n° 2-3. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/belgeo/20313>

MARISSAL, Pierre, DE KEERSMAECKER, Marie-Laurence, VAN CRIEKINGEN, Mathieu, VAN HAMME, Gilles et HAROU, Raphaëlle, 2013. Entre relégation et risques de gentrification : étude des recompositions territoriales et démographiques des villes wallonnes et de leurs impacts sociaux. *Conférence Permanente de Développement Territorial, Région Wallonne*, 98 p.

MAY, Xavier, MARISSAL, Pierre et MESA LOMBILLO, Danaya, 2013. *POCICO : Pauvreté rurale et urbaine*. Bruxelles. Programme Agora.

OMHOVÈRE, Martin, 2016. Vivre à Gambetta, l'ancrage local. Lorsque la proximité devient ressource. In : *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*. Villeneuve-d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion. pp. 229-248. Le regard sociologique.

ROMAINVILLE, Alice, 2010. À qui profitent les politiques d'aide à l'acquisition de logements à Bruxelles. In : *Brussels studies*. 2010. n° 34. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/brussels/739>

SCHWARTZ, Olivier, 2011. Peut-on parler des classes populaires ? *La vie des idées*. 2011. Vol. 13.

SINTOMER, Yves et BACQUÉ, Marie-Hélène, 2002. Peut-on encore parler de quartiers populaires ? In : *Espaces et sociétés*. 2002. Vol. 108-109.

STANDING, Guy, 2014. *The precariat : The new dangerous class*. London : Bloomsbury.

VAN HECKE, Etienne, HALLEUX Jean-Marie, DECROLY Jean-Michel, MÉRENNE-SCHOUMAKER Bernadette, 2009. Noyaux d'habitat et Régions urbaines dans une Belgique urbanisée. SPF Economie, Enquête socio-économique de 2001 Monographies.

VAN CRIEKINGEN, Mathieu, 2006. Que deviennent les quartiers centraux à Bruxelles ? *Brussels studies*. n° 1. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/brussels/293>

VAN CRIEKINGEN, Mathieu, 2002. Les impacts sociaux de la rénovation urbaine à Bruxelles : analyse des migrations intra-urbaines. In : *Belgeo*. 2002. n° 4. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/belgeo/16092>

VAESEN, Joost, WAYENS, Benjamin, 2014. L'enseignement supérieur et Bruxelles. In : *Brussels Studies*. Note de synthèses BSI. n° 76. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/brussels/1214>

VIGNAL, Cécile, 2016. L'ancrage local, une ressource pour les classes populaires des territoires désindustrialisés ? In : *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*. Villeneuve-d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion. pp. 197-210. Le regard sociologique.

WRIGHT, Erik Olin, 2005. *Approaches to class analysis*. Cambridge : Cambridge University Press.

## NOTES

1. La classe moyenne y a été définie sur base des déclarations fiscales à l'impôt sur les personnes physiques de 2008. Les ménages ayant un revenu situé entre 75 % et 150 % du revenu médian national ont été retenus comme appartenant à la classe moyenne. [Verdonck et al., 2012 : 5]
2. On pense notamment aux études commandées par la Région de Bruxelles-Capitale « *Évolution, caractéristiques et attentes de la classe moyenne bruxelloise* » [Verdonck et al., 2012], ainsi qu'aux récents appels d'Innoviris sur l'exode des classes moyennes.

3. Source : [monitoringdesquartiers.brussels](http://monitoringdesquartiers.brussels), IBSA.

4. On entend par cycle de vie, les différentes étapes classiquement vécues par les individus : études, mise en couple, rupture, parentalité, accès à la propriété, adaptation de la taille du logement à une nouvelle taille du ménage, etc. Cela ne signifie pas que tous les individus passeront par ces étapes, mais elles sont très fortement liées avec des comportements migratoires. Ainsi de nombreux jeunes s'installent en ville pendant ou après leurs études, tandis que de nombreux jeunes couples avec enfants (ou ayant pour projet d'en avoir) déménagement vers de plus grand logement notamment en périphérie, le décès du conjoint à des âges ultérieurs amène à nouveau des mouvements résidentiels, etc. [Eggerickx *et al.*, 2007]

5. Dans le cadre de la demande de données, obtenir les informations pour toute la Belgique n'était pas envisageable, nous avons donc sélectionné un sous-espace.

6. Il s'agit d'une base de données qui combine différentes bases de données d'organismes de sécurité sociale ainsi que le registre national.

7. Nous avons analysé sur trois périodes les individus qui n'ont pas la même localisation en début et en fin de période. Ces résultats ont ensuite été additionnés. Nos résultats sont donc la somme de trois flux nets sur la période 2005-2013. Il est entendu que les mesures des migrations sont toujours imparfaites puisqu'elles sont calculées de façon discrète alors que les migrations des individus s'effectuent de façon continue, sans lien avec les années civiles.

8. Dès lors, nous n'avons pas connaissance de la propriété immobilière et donc du statut d'occupation du logement.

9. Pour chaque ménage, tous les revenus disponibles ont été sommés, puis ils ont été divisés selon le nombre et l'âge des membres du ménage. Le 1<sup>er</sup> adulte vaut 1, les autres membres du ménage de plus de 14 ans valent 0.5 et les membres de moins de 14 ans valent 0.3.

10. Les déciles classent la population en dix groupes égaux selon leurs revenus. Pour les calculer, on classe les personnes des moins riches aux plus riches, puis on sépare la population en dix groupes de même taille. Il y a donc autant de personnes dans le premier décile (les 10 % les moins riches) que dans le deuxième, et ainsi de suite.

11. Par périphérie de Bruxelles, nous faisons référence aux communes des régions wallonnes et flamandes situées dans la *Région urbaine de Bruxelles*. Cet espace a été défini par Van Hecke *et al.* en 2009 sur base du recensement de 2001, il rend compte de l'influence de Bruxelles au-delà de ses frontières administratives : centre d'emplois, d'activités culturelles, de commerces, etc. Voir figure 1.

12. Nous avons calculé ce chiffre sur base de nos valeurs relatives et des valeurs absolues de l'IBSA (soit 8 % de 37 475 personnes).

13. Étant donné que les cercles pour lesquels le nombre absolu est faible ou nul ne sont pas représentés, la carte peut paraître déséquilibrée.

14. Depuis les quartiers populaires centraux, 48 % des personnes quittant la RBC et s'installant en dehors de la Région ont de faibles revenus. Ainsi, dans chaque lieu d'arrivée, s'ils totalisent plus de 48 % des arrivants depuis les QPC, on considère que cette destination leur est spécifique.

---

## RÉSUMÉS

Les déménagements depuis le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale vers les communes périurbaines de Flandre ou de Wallonie sont classiquement étudiés sous l'angle des classes

moyennes. Pourtant, aujourd'hui, 30 % des personnes quittant la Région pour s'installer ailleurs en Belgique, sont issues des classes populaires. Les classes populaires urbaines font face à une double pression, sociale d'une part avec la déstructuration du modèle salarial, les pénuries d'emplois et l'insécurité économique ; spatiale d'autre part, notamment du fait de l'augmentation des coûts du logement en ville. Face à ces pressions, certains ménages des classes populaires optent pour un déménagement hors de la Région de Bruxelles-Capitale. À la suite de travaux qui ont attiré l'attention sur de tels processus de « périurbanisation modeste », notamment en France, cet article s'intéresse à l'importance de ce phénomène dans le cas bruxellois. Il met également en évidence les espaces de destination des ménages populaires qui quittent les quartiers populaires centraux bruxellois. Du point de vue de ces derniers, ces départs vers des communes de périphérie proche ou vers d'autres villes opèrent une forme de tri socio-spatial dont les implications sont importantes pour ces espaces de départ.

De verhuizingen vanuit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar de randstedelijke gemeenten van Vlaanderen of Wallonië worden doorgaans onderzocht met als insteek de stadsvlucht van de middenklassen. Vandaag de dag komt echter 30 % van de personen die vanuit het Gewest naar elders in België verhuizen, uit de volksklassen. De stedelijke volksklassen zijn blootgesteld aan een tweevoudige druk: enerzijds een sociale druk wegens de uitholling van het loonmodel, het tekort aan werkgelegenheid en de economische onzekerheid. Anderzijds een ruimtelijke druk wegens de stijging van de huisvestingskosten in de stad. Geconfronteerd met die druk beslissen sommige gezinnen uit de volksklassen om weg te trekken uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Naar aanleiding van werken die de aandacht op dergelijke processen van "bescheiden randverstedelijking", onder meer in Frankrijk, hebben gevestigd, onderzoekt dit artikel de omvang van dit fenomeen in Brussel. Het verduidelijkt eveneens wat de bestemmingen zijn van de gezinnen uit de volksklassen die wegtrekken uit de centrale volkswijken van Brussel. Vanuit hun standpunt zorgen de verhuizingen naar gemeenten in de nabijgelegen rand of naar andere steden voor een vorm van sociospatiale selectie met grote gevolgen voor de vertrekgebieden.

Residential movements from the territory of the Brussels-Capital Region to suburban municipalities in Flanders and Wallonia have usually been studied from the angle of the middle classes. However, today, 30 % of people who leave the Region to live elsewhere in Belgium are part of the working classes. The urban working classes are subject to dual pressure: social, on the one hand, with the destructuring of the salary model, the shortage of jobs and economic insecurity; and spatial, on the other hand, in particular due to the increase in the cost of housing in the city. Faced with this pressure, certain working-class households have chosen to move outside the Brussels-Capital Region. Following the works which drew attention to these processes of "modest suburbanisation" in particular in France, this article focuses on the significance of this phenomenon in the case of Brussels. It also highlights the places of destination of the working-class households which leave the central working-class neighbourhoods of Brussels. From the point of view of the latter, the movements towards the municipalities on the nearby outskirts or other cities result in a sort of social and spatial selection with significant implications for the places they are leaving.

## INDEX

**Mots-clés** : aire métropolitaine, population, inégalités sociales

**Thèmes** : 3. démographie – immigration – société multiculturelle

**Keywords** : metropolitan area, population, social inequalities

**Trefwoorden** grootstedelijk gebied, bevolking, sociale ongelijkheden

## AUTEUR

### SARAH DE LAET

Sarah De Laet est titulaire d'un master en Sciences géographiques. Dans le cadre de ses recherches doctorales, menées au sein du Laboratoire de Géographie humaine de l'Université libre de Bruxelles, elle s'attache à mettre en évidence et comprendre les trajectoires résidentielles des classes populaires bruxelloises et en particulier les phénomènes de périurbanisation. Dans ce cadre, elle s'intéresse particulièrement à la question du logement et à ses conséquences sur les comportements migratoires.

sdelacet[at]ulb.ac.be